Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Une-sortie-de-la-sortie-en

1er novembre 2009

Une sortie de la sortie en perspective ?

La victoire d'une coalition pro-nucléaire lors des récentes élections allemandes signe-t-elle une remise en cause imminente de la sortie du nucléaire ? Pas si sûr si l'on mesure l'ampleur des désaccords au sein de la coalition, le poids du secteur des énergies renouvelables en plein développement, et l'hostilité de l'opinion allemande face au nucléaire.

Le 5 septembre 2009, une grande manifestation festive et colorée a rassemblé 50 000 antinucléaires à Berlin. Ils étaient venus de toute l'Allemagne et même de France, une quarantaine de militants de "Sortir du nucléaire" ayant organisé un bus pour s'échauffer avant la manifestion de Colmar. Le cortège, précédé par 350 tracteurs partis de la région de Hanovre quelques jours plus tôt, a porté la revendication d'une vraie sortie du nucléaire. Quelques semaines avant les élections législatives, il s'agissait de rappeler au futur gouvernement, quelle que soit sa couleur, l'opposition du peuple allemand face au nucléaire.

La coalition conservateurs-socialistes sortante, en raison de ses divisions sur le sujet, s'était en effet contentée de maintenir le statu quo sur le "compromis" pour la sortie du nucléaire signé en 2000 entre les exploitants et le gouvernement rouge-vert alors au pouvoir. Plutôt qu'une duré maximale affectée à chaque installation, l'accord détermine la quantité de courant d'origine nucléaire restant à produire pour l'ensemble du parc allemand, avec des fermetures progressives entre 2010 et 2020. Toutefois, en pratique, seules quelques très vieilles centrales déjà en fin de vie ont été retirées du réseau suite à cet accord, sans que s'ensuive une vague de fermetures. Au point qu'une partie du mouvement antinucléaire considère la signature de ce "compromis atomique" comme une manœuvre de l'industrie pour calmer la contestation tout en gagnant du temps.

Ces dernières années, Angela Merkel, sans revenir officiellement sur la loi de sortie, avait publiquement affirmé son hostilité à un raccourcissement "arbitraire" de la durée de vie des centrales et refusé en 2008 la proposition du ministre de l'Environnement Jürgen Trittin d'en fermer 8 autres.

Les élections du 27 septembre dernier amènent un changement de donne. Les conservateurs de la CDU se sont en effet alliés au FDP (libéraux) pour gouverner. Après le succès de la manifestation de Berlin, il serait suicidaire pour le gouvernement de se prononcer pour de nouvelles constructions (option dont le FDP serait partisan). Mais des discussions sont déjà en cours pour obtenir une

prolongation de la durée d’exploitation des centrales, comme c’est le cas en France et peut-être bientôt en Belgique. Selon le Berliner Zeitung, il sera d’abord question de prolonger de dix ans les centrales "sûres", selon les prescriptions des visites décennales, en attendant d’adopter en 2011 une nouvelle loi sur l’énergie. Pour faire "tenir" l’ensemble du parc jusque-là, il est même envisagé de transférer des quotas d’exploitations des centrales les plus récentes vers les plus anciennes !
Alors, imminente, la sortie de la sortie ? Pas si sûr. La coalition au pouvoir connaît déjà des désaccords pour définir ce qu’est une centrale “sûre”. Elle risque aussi de rencontrer l’opposition de la branche des énergies renouvelables, de mieux en mieux structurée, dont le développement avait été stimulé par la perspective de la sortie du nucléaire. Le secteur des renouvelables compte bien défendre ses intérêts, conscient que le nucléaire est incompatible avec la transition vers un futur énergétique viable basé sur la production renouvelable et décentralisée. Et surtout, l’opinion allemande demeure plus que jamais hostile au nucléaire. Ces derniers mois, les scandales se sont multipliés : incidents à la centrale de Krümmel, révélation des pressions qui avaient été exercées dès 1982 sur des géologues exprimant leurs doutes quant à la faisabilité de l’enfouissement de déchets à Gorleben… Le succès de la manifestation de Berlin, la plus importante organisée en Europe depuis des décennies, montre bien que la contestation s’est réveillée. Les antinucléaires sont déterminés à rester vigilants et à dissuader le gouvernement allemand de jouer les prolongations.

Charlotte Mijeon
Chargée des relations internationales
charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr